

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1984.

Les dispositions prévues à l'article 2, alinéa 2, cessent de produire leurs effets le 30 juin 1986.

Art. 4. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Classes moyennes,

F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1984.

De bepalingen voorzien in artikel 2, tweede lid, houden op uitwerking te hebben met ingang van 30 juni 1986.

Art. 4. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Middenstand,

F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 651

11 AVRIL 1984. — Décret complétant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature par des dispositions particulières pour la Région Wallonne (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est complétée par un chapitre IX, intitulé « Dispositions particulières à la Région Wallonne » et comprenant les articles 51 à 66 rédigés comme suit :

Art. 51. L'article 33, alinéas 5, 6, 7 et 8, l'article 34, § 2, les articles 35, 40, 44, 45 et 46 ne sont pas applicables à la Région Wallonne.

Section I

Du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature

Art. 52. § 1er. Il est institué auprès de l'Exécutif Régional Wallon, un Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature.

§ 2. Ce Conseil exerce en Région Wallonne, les attributions dévolues par les chapitres II à VI au Conseil Supérieur de la Conservation de la Nature et à sa Chambre wallonne, institués par l'article 32, excepté en ce qui concerne l'exécution de l'article 5, alinéa premier.

Art. 53. § 1er. L'Exécutif arrête les règles de composition et de fonctionnement du Conseil. Le Conseil est composé notamment :

1° de personnes ayant des grandes connaissances scientifiques dans le domaine de la conservation de la nature;

2° de fonctionnaires de l'administration régionale wallonne représentant les services concernés par l'application de la législation sur la conservation de la nature;

3° des représentants d'associations ayant pour objet la conservation de la nature et la protection de l'environnement.

§ 2. L'Exécutif peut fixer un délai dans lequel le Conseil doit remettre ses avis. Si l'avis n'est pas communiqué dans ce délai, il est réputé favorable.

Art. 54. Pour l'examen de problèmes propres à chacune des réserves naturelles domaniales ou à un groupe de ces réserves, le Conseil Supérieur Wallon peut se faire assister par la Commission consultative compétente et lui demander de lui faire rapport sur toute question qu'il lui soumet.

Art. 55. L'Exécutif peut créer un Institut wallon pour la Conservation de la nature, ayant pour mission de développer l'étude et la recherche dans les matières qui concernent la conservation de la nature y compris leurs incidences sur l'environnement. Cet institut jouira de la personnalité juridique.

Section II. — Dispositions particulières

Art. 56. § 1er. Il est interdit de planter ou de replanter des résineux, ou de laisser se développer leurs semis à moins de six mètres des berges de tout cours d'eau, en ce compris les sources.

(1) Session 1983-1984.

Documents du Conseil. — 89 (1983-1984), nos 1, 2, 3, 4 et 5.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 3 avril 1984. Discussion. — Vote.

Les berges des voies artificielles d'écoulement qui ne sont pas classées comme cours d'eau navigables ou non navigables, ne sont pas concernées par le présent paragraphe.

§ 2. Il est interdit de maintenir des résineux à moins de six mètres des berges des cours d'eau classés.

Les berges de voies artificielles d'écoulement qui ne sont pas classées comme cours d'eau navigables ou non navigables, ne sont pas concernées par le présent paragraphe.

La présente disposition n'est pas applicable aux plantations effectuées avant le 22 septembre 1988.

§ 3. Il est interdit de planter ou de laisser se développer les semis des résineux autres que l'if (*taxus baccata*) et le genévrier (*juniperus communis*), dans les zones mentionnées par les projets de plans de secteur ou par les plans de secteurs comme zones naturelles, zones naturelles d'intérêt scientifique ou réserves naturelles.

Toutefois, l'Exécutif peut, après avis du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature, définir des zones où temporairement, le présent paragraphe ne sera pas d'application.

Art. 57. Les arbres plantés ou qu'on a laissé se développer en infraction à l'article 56 doivent être enlevés dans le délai d'un an de la constatation de leur présence par procès-verbal.

Art. 58. Il est interdit de creuser des nouveaux fossés de drainage dans les zones mentionnées par les projets de plans et plans de secteur, comme zones naturelles, zones naturelles d'intérêt scientifique, ou comme réserves naturelles.

Toutefois, l'Exécutif peut établir de règles dérogeant au premier alinéa, dans les cas qu'il définit; il doit établir la procédure d'octroi de dérogations par l'autorité qu'il détermine.

Section III. — Dispositions pénales et judiciaires

Art. 59. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, l'Exécutif peut désigner les agents compétents pour veiller à l'application de la présente loi en Région Wallonne, à l'exception de l'article 5, alinéa premier, et des arrêtés d'exécution de cet alinéa.

Les procès-verbaux établis par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est signifiée, dans les quinze jours de la constatation, aux auteurs de l'infraction. Ils ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès aux usines, magasins, dépôts, bureaux, bateaux, bâtiments d'entreprise, étables, entrepôts, gares, wagons, véhicules et aux entreprises situées en plein air.

Ils ne peuvent visiter les lieux servant à l'habitation qu'avec l'autorisation du juge du tribunal de police et uniquement de cinq heures du matin à neuf heures du soir. La même autorisation est requise pour la visite des lieux non accessibles au public avant cinq heures du matin et après neuf heures du soir.

Art. 60. Les objets ayant servi à commettre une des infractions visées à l'article 63, § 1er, ou ceux qui en proviennent, peuvent être saisis par l'agent qui constate l'infraction.

La confiscation de ces objets sera toujours prononcée. L'article 8, § 1er de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, n'est pas applicable à cette confiscation.

L'Exécutif détermine les modalités d'application du présent article.

Art. 61. La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, est applicable aux auteurs d'infractions visées à l'article 63 de la présente loi, compte tenu des règles suivantes :

a) pour l'application des articles 5 et 7 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « auditeur du travail », le procureur du Roi;

b) le fonctionnaire visé aux articles 8 à 10 de la loi précitée est désigné par l'Exécutif.

Art. 62. Le tribunal ordonne :

a) l'enlèvement, dans le délai qu'il fixe, des plantations qui ont été effectuées et des résineux qui sont maintenus en infraction à l'article 56 après le délai prévu par l'article 57;

b) la remise des lieux en état, dans les délais qu'il fixe, pour les fossés de drainage creusés en infraction à l'article 58.

c) la remise des lieux en état, dans les délais qu'il fixe, pour les atteintes aux réserves naturelles commises en violation de l'article 11.

Le tribunal ordonne qu'en cas d'inexécution, les services de l'administration compétente désignée par l'Exécutif y pourvoient, aux frais du condamné.

Art. 63. § 1er. Sont punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à cinq mille francs, ou de l'une de ces peines seulement, les infractions aux articles 2, 3, 5, alinéa 2 et aux articles 6, 11, 13, 24 et 38 ou aux arrêtés pris en application de ces articles.

§ 2. Sont punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende de dix francs à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement, les infractions à la présente loi et ses arrêtés d'exécution qui ne sont pas visées au paragraphe 1er.

En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation pour cause d'infraction à la loi, les peines fixées au § 1er sont applicables.

§ 3. Le livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII, et l'article 85, est applicable aux infractions prévues par le présent article.

Section IV. — Dispositions complémentaires

Art. 64. A l'exception des articles 32 à 34, toutes les dispositions de la présente loi doivent être interprétées comme suit :

1° lorsqu'une disposition confère un pouvoir de décision à un Ministre ou au Roi, ce pouvoir est exercé par l'Exécutif;

2° il faut entendre par « arrêté royal » ou « arrêté ministériel » un arrêté de l'Exécutif ou un acte de la personne à qui l'Exécutif donne délégation.

Art. 65. 1° Aux articles 9 et 21, les mots « sur la proposition du Ministre de l'Agriculture » sont supprimés.

2° Aux articles 15, 16 et 17, les mots « l'ingénieur des Eaux et Forêts » sont remplacés par « l'agent de l'administration régionale ».

3° A l'article 43, les mots « du Ministre de la Santé publique » sont remplacés par les mots « du service de l'administration régionale désigné à cette fin par l'Exécutif. »

Art. 66. 1° Aux articles 9, 10, 21, 22 et 37, il y a lieu d'entendre par « Etat », la Région Wallonne.

2° En ce qui concerne les réserves naturelles et forestières domaniales de l'Etat qui n'ont pas encore été transférées à la Région en application de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le régime prévu par la présente loi pour les réserves domaniales appartenant à la Région est également applicable à ces réserves avant leur transfert à la Région.

Art. 2. La Chambre wallonne du Conseil Supérieur de la Conservation de la Nature exerce les attributions du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature aussi longtemps que le Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature n'est pas constitué.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,
J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 651

11. APRIL 1984. — Dekret zur Ergänzung des Gesetzes vom 12. Juli 1973
über die Erhaltung der Natur durch besondere Bestimmungen für die Wallonische Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, die Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird durch ein Kapitel IX mit der Überschrift « Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region » ergänzt, das die Artikel 51 bis 66 mit folgendem Wortlaut enthält:

Art. 51, Artikel 33, Absätze 5, 6, 7 und 8, Artikel 34, § 2 und die Artikel 35, 40, 44, 45 und 46 finden keine Anwendung auf die Wallonische Region.

Abschnitt I

Der Wallonische Obere Rat für die Erhaltung der Natur

Art. 52. § 1. Bei der Wallonischen Regionalexekutive wird ein Wallonischer Oberer Rat für die Erhaltung der Natur eingesetzt.

§ 2. Ausser was die Durchführung von Artikel 5, Absatz eins betrifft, übt der Rat in der Wallonischen Region die Befugnisse aus, die aufgrund der Kapitel II bis VI an den Oberen Rat für die Erhaltung der Natur und an dessen Wallonische Kammer — beide durch Artikel 32 eingesetzt — übertragen wurden.

Art. 53. § 1. Die Exekutive legt die Regeln fest bezüglich der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Rates. Der Rat setzt sich insbesondere zusammen aus:

1. Personen, die umfangreiche wissenschaftliche Kenntnisse im Bereich der Erhaltung der Natur haben;
2. Beamten der Wallonischen Regionalverwaltung, die die Dienststellen vertreten, die von der Anwendung der Gesetzgebung über die Erhaltung der Natur betroffen sind;
3. Vertretern der Vereinigungen, die sich mit der Erhaltung der Natur und dem Umweltschutz befassen.

§ 2. Die Exekutive kann eine Frist festlegen, innerhalb der der Rat seine Gutachten abgeben muss. Wird das Gutachten nicht innerhalb dieser Frist erteilt, so wird es als günstig angenommen.

Art. 54. Für die Untersuchung der Probleme, die jedem der domanialen Naturschutzgebiete oder einer Gruppe dieser Schutzgebiete eigen sind, kann der Wallonische Obere Rat die Unterstützung des zuständigen Beratenden Ausschusses in Anspruch nehmen und ihn bitten, über jede Frage, die ihm vorgelegt wird, Bericht zu erstatten.

Art. 55. Die Exekutive kann ein Wallonisches Institut für die Erhaltung der Natur gründen, das als Aufgabe hat, Studien und Forschung in den Bereichen zu fördern, die die Erhaltung der Natur betreffen, wobei die Auswirkungen dieser Bereiche auf die Umwelt einbezogen sind.

Dieses Institut besitzt die Rechtspersönlichkeit.

Abschnitt II. — Sonderbestimmungen

Art. 56. § 1. Es ist verboten; weniger als sechs Meter von den Ufern jeglichen Wasserlaufes — einschliesslich der Quellen — entfernt Nadelbäume zu pflanzen oder umzupflanzen oder ihre Aufwüchse dort wachsen zu lassen.

Vorliegender Paragraph betrifft nicht die künstlichen Abflüsse, die nicht als schiffbare oder nicht schiffbare Wasserläufe eingeordnet sind.

§ 2. Es ist verboten, Nadelbäume weniger als sechs Meter von den Ufern der als solche eingeordneten Wasserläufe entfernt beizubehalten.

Vorliegender Paragraph betrifft nicht die Ufer der künstlichen Abflüsse, die nicht als schiffbare oder nicht schiffbare Wasserläufe eingeordnet sind.

Vorliegende Bestimmung findet keine Anwendung auf die Pflanzungen, die vor dem 22. September 1988 vorgenommen wurden.

§ 3. Es ist verboten, Aufwüchse anderer Nadelbäume als der Eibe (*taxus baccata*) und des Wacholders (*juniperus communis*) in den Zonen zu pflanzen oder wachsen zu lassen, die in den Entwürfen von Sektorenplänen oder in den Sektorenplänen als natürliche Zonen, natürliche Zonen wissenschaftlichen Interesses oder Naturschutzgebiete vermerkt sind.

Die Exekutive kann jedoch nach Gutachten des Wallonischen Oberen Rates für die Erhaltung der Natur Zonen festlegen, in denen vorliegender Paragraph zeitweilig nicht anwendbar ist.

Art. 57. Die Bäume, die man in Übertretung von Artikel 56 gepflanzt hat oder hat wachsen lassen, müssen innerhalb einer einjährigen Frist ab dem Tag, an dem ihr Vorhandensein mittels Protokoll festgestellt wurde, entfernt werden.

Art. 58. Es ist verboten, neue Entwässerungsgräben in den Zonen zu ziehen, die in den Entwürfen von Sektorenplänen oder in den Sektorenplänen als natürliche Zonen, als natürliche Zonen wissenschaftlichen Interesses oder als Naturschutzgebiete vermerkt sind.

Die Exekutive kann jedoch in den Fällen, die sie bestimmt, Regeln festlegen, die von Absatz eins abweichen: sie muss das Verfahren zur Gewährung von Abweichungen durch die von ihr bestimmte Behörde festlegen.

Abschnitt III. — Strafrechtliche und gerichtliche Bestimmungen

Art. 59. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Strafverfolgungsbeamten kann die Exekutive zuständige Bedienstete benennen, um auf die Anwendung vorliegenden Gesetzes — mit Ausnahme von Artikel 5, Absatz eins und der Durchführungserlasse zu diesem Absatz — in der Wallonischen Region zu achten.

Die von diesen Bediensteten aufgesetzten Protokolle sind massgebend bis zum Beweis des Gegenteils; eine Abschrift davon ergeht innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Tag der Feststellung an die Übertreter. Diese Bediensteten haben bei der Ausübung ihrer Ämter freien Zugang zu den Fabriken, Geschäften, Lagern, Büros, Schriften, Unternehmensgebäuden, Ställen, Lagerräumen, Bahnhöfen, Wagen, Fahrzeugen, und zu den Unternehmen, die im Freien gelegen sind.

Die Orte, die zu Wohnzwecken dienen, dürfen sie lediglich mit der Genehmigung des Richters des Polizeigerichts und nur von fünf Uhr morgens bis neun Uhr abends besichtigen. Die gleiche Genehmigung ist erforderlich für die Besichtigung der Orte, die der Öffentlichkeit vor fünf Uhr morgens und nach neun Uhr abends nicht zugänglich sind.

Art. 60. Die Gegenstände, die beim Begehen einer der in Artikel 63, § 1 gemeinten Übertretungen gedient haben oder die aus ihnen hervorgehen, können von dem Bediensteten, der die Übertretung feststellt, beschlagnahmt werden.

Die Konfiskation dieser Gegenstände wird immer ausgesprochen, Artikel 8, § 1 des Gesetzes vom 29. Juni 1964 über die Strafaussetzung, den Strafaufschub und die Strafaussetzung zur Bewährung findet keine Anwendung auf diese Konfiskation.

Die Exekutive legt die Modalitäten der Anwendung dieses Artikels fest.

Art. 61. Das Gesetz vom 30. Juni 1971 über die Ordnungsstrafen, die bei einer Übertretung gewisser Gesetze der Sozialgesetzgebung anwendbar sind, findet Anwendung auf Urheber der in Artikel 63 des vorliegenden Gesetzes gemeinten Übertretungen, und zwar unter Berücksichtigung folgender Regeln:

a) für die Anwendung der Artikel 5 und 7 des vorgenannten Gesetzes versteht man unter « Arbeitsauditor » den Prokurator des Königs;

b) der in den Artikel 6 bis 10 des vorgenannten Gesetzes erwähnte Beamte wird von der Exekutive benannt.

Art. 62. Das Gericht ordnet folgendes an:

a) Nach der in Artikel 57 vorgesehenen Frist ordnet es die Entfernung innerhalb der von ihm festgelegten Frist der in Übertretung von Artikel 56 vorgenommenen Pflanzungen und beibehaltenen Nadelbäume an;

b) Es ordnet an, dass die Orte, an denen in Übertretung von Artikel 58 Entwässerungsgräben gezogen wurden, innerhalb der von ihm festgelegten Frist wiederhergestellt werden;

c) Es ordnet an, dass die Orte, an denen die Naturschutzgebiete in Übertretung von Artikel 11 geschädigt wurden, innerhalb der von ihm festgelegten Frist in einen intakten Zustand versetzt werden.

(1) Sitzungsperiode 1983-1984.

Unterlagen der Rates. — 89 (1983-1984), Nr. 1, 2, 3, 4 und 5.

Ausführlicher Bericht. — Sitzung vom 3. April 1984. Diskussion. — Abstimmung.

Das Gericht ordnet an, dass im Falle einer Nichtausführung die Dienststellen der von der Exekutive benannten zuständigen Verwaltung auf Kosten des Verurteilten dafür sorgen.

Art. 63. § 1. Die Übertretungen der Artikel 2, 3, 5, Absatz 2 und der Artikel 11, 13, 24 und 38 oder der in Anwendung dieser Artikel verordneten Erlasse werden mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sechs Monaten und einer Geldstrafe von hundert bis fünftausend Franken oder nur mit einer dieser beiden Strafen geahndet.

§ 2. Die in Paragraph 1 nicht erwähnten Übertretungen des vorliegenden Gesetzes und seiner Durchführungserlasse werden mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen und einer Geldstrafe von zehn bis fünfundzwanzig Franken oder nur mit einer dieser beiden Strafen geahndet.

Bei Rückfälligkeit innerhalb dreier Jahre ab dem Tag der Verurteilung wegen Gesetzesübertretung sind die in § 1 festgelegten Strafen anwendbar.

§ 3. Buch 1 des Strafgesetzbuches — einschliesslich des Kapitels VII und des Artikels 85 — findet Anwendung auf die in vorliegendem Artikel vorgesehenen Übertretungen.

Abschnitt IV. — Ergänzungsbestimmungen

Mit Ausnahme der Artikel 32 bis 34 müssen alle Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes wie folgt verstanden werden :

1. Wenn eine Bestimmung einem Minister oder dem König eine Entscheidungsbefugnis erteilt, wird diese Befugnis von der Exekutive ausgeübt.

2. Unter « Königlichem Erlass » oder « Ministerialerlass » ist ein Erlass der Exekutive oder ein Akt der von der Exekutive bevollmächtigten Person zu verstehen.

Art. 65. 1^o In den Artikeln 9 und 21 werden die Wörter « auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft » gestrichen.

2^o In den Artikeln 15, 16 und 17 werden die Wörter « der (den) Ingenieur der Wasser- und Forstverwaltung » durch die Wörter « der (den) Bedienstete(n) der Regionalverwaltung » ersetzt.

3^o In Artikel 43 werden die Wörter « des Ministers der Volksgesundheit » durch die Wörter « der zu diesem Zweck benannten Dienststelle der Regionalverwaltung » ersetzt.

Art. 66. 1^o In den Artikeln 9, 10, 21, 22 und 37 ist unter « Staat » die Wallonische Region zu verstehen.

2^o In bezug auf die domanialen Natur- und Forstschutzgebiete des Staates, die noch nicht in Anwendung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an die Region übertragen wurden, ist die Regelung, die durch das vorliegende Gesetz für die domanialen Schutzgebiete der Region vorgesehen ist, ebenfalls auf diese Schutzgebiete vor ihrer Übertragung an die Region anwendbar.

Art. 2. Solange der Wallonische Obere Rat für die Erhaltung der Natur nicht gebildet ist, übt die Wallonische Kammer des Oberen Rates für die Erhaltung der Natur dessen Zuständigkeiten aus.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Erlassen zu Brüssel, am 11. April 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,
M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,
V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 651

11 APRIL 1984. — Decreet waarbij de wet van 12 juli 1973
op het natuurbehoud wordt aangevuld met bepalingen eigen aan het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt aangevuld met een hoofdstuk IX, betiteld « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest » en omvattende de artikelen 51 tot 66 luidend als volgt :

Art. 51. Artikel 33, vijfde, zesde, zevende en achtste lid, artikel 34, § 2 en de artikelen 35, 40, 45 en 46 zijn niet toepasselijk op het Waalse Gewest.

Afdeling I. — De Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud

Art. 52. § 1. Er wordt een Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud bij de Waalse Gewestexecutieve opgericht.

§ 2. Die Raad oefent in het Waalse Gewest de bevoegdheden uit die door de hoofdstukken II tot VI toegekend zijn aan de Hoge Raad voor natuurbehoud en aan de Waalse Kamer ervan, opgericht door artikel 32, behalve wat de uitvoering van artikel 5, eerste lid, betreft.

(1) Zitting 1983-1984.

Bescheiden van de Raad. — 89 (1983-1984), nrs. 1, 2, 3, 4 en 5.

Integraal verslag. — Vergadering van 3 april 1984. Bespreking. — Stemming.

Art. 53. § 1. Dé Executieve stelt de regelen die samenstelling en de werking van de Raad vast. De Raad bestaat onder meer uit :

1° personen met een grote wetenschappelijke kennis inzake natuurbehoud;

2° ambtenaren uit het Waalse gewestelijk bestuur die de diensten betrokken bij de toepassing van de wetgeving op het natuurbehoud vertegenwoordigen;

3° vertegenwoordigers van verenigingen die het natuurbehoud en de milieubescherming tot doel hebben.

§ 2. De Executieve kan een termijn vaststellen waarbinnen de Raad zijn adviezen moet verstrekken. Indien het advies niet binnen die termijn medegedeeld wordt, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 54. Voor het onderzoek van problemen die eigen zijn aan elk staatsnatuurreservaat of aan een groep van die reservaten kan de Waalse Hoge Raad zich laten bijstaan door de bevoegde Adviescommissie en haar vragen verslag uit te brengen over elk vraagstuk dat hij haar voorlegt.

Art. 55. De Executieve kan een Waals Instituut voor Natuurbehoud oprichten dat zal moeten instaan voor de bevordering van de studie en het onderzoek van de aangelegenheden die betrekking hebben op het natuurbehoud alsmede op hun terugslag op het leefmilieu. Dit instituut zal rechtspersoonlijkheid hebben.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen

Art. 56. § 1. Het is verboden naaldbomen te planten of te herplanten, of hun zaailingen te laten groeien op minder dan zes meter van de oevers der waterlopen, met inbegrip van de bronnen.

Deze paragraaf geldt niet voor de oevers van de kunstmatige afwateringswegen die niet als bevaarbare of onbevaarbare waterlopen zijn gerangschikt.

§ 2. Het is verboden naaldbomen op minder dan zes meter van de oevers van de gerangschikte waterlopen te behouden.

Deze paragraaf geldt niet voor de oevers van de kunstmatige afwateringswegen die niet als bevaarbare of onbevaarbare waterlopen zijn gerangschikt.

Deze bepaling is niet toepasselijk op aanplantingen die vóór 22 september 1968 zijn verricht.

§ 3. Het is verboden zaailingen van naaldbomen andere dan de *taxus (taxus baccata)* en de jeneverbessenstruik (*juniperus communis*) te planten of te laten groeien in de gebieden die in de ontwerpen van gewestplannen of in de gewestplannen als natuurgebied, natuurgebied van wetenschappelijk belang of natuurreservaat vermeld staan.

De Executieve kan echter, na advies van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud, de gebieden vaststellen waar deze paragraaf voorlopig niet toepasselijk is.

Art. 57. De bomen die geplant worden of die men heeft laten groeien met overtreding van artikel 56, moeten binnen één jaar na de vaststelling van hun aanwezigheid bij proces-verbaal worden geroid.

Art. 58. Het is verboden nieuwe draineergrachten te graven in de gebieden die in de ontwerpen van gewestplannen en in de gewestplannen als natuurgebieden, natuurgebieden van wetenschappelijk belang of natuurreservaten vermeld staan.

De Executieve kan echter, in de gevallen die zij bepaalt, regelen vaststellen die afwijken van het eerste lid; zij moet de procedure tot verlening van afwijkingen door de overheid die zij aanwijst, vaststellen.

Afdeling III. — Straf- en gerechtelijke bepalingen

Art. 59. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie kan de Executieve ambtenaren aanwijzen die bevoegd zijn om toezicht uit te oefenen op de toepassing van deze wet in het Waalse Gewest, met uitzondering van artikel 5, eerste lid, en de besluiten ter uitvoering van dit lid.

De door deze ambtenaren opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift daarvan wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling aan de overtreders betekend. In de uitoefening van hun opdracht mogen zij fabrieken, magazijnen, bergplaatsen, burelen, boten, bedrijfsgebouwen, stallen, stapelhuizen, stations, wagons, voertuigen en de in open lucht gelegen bedrijven betreden.

Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank en dan enkel van vijf uur 's morgens tot negen uur 's avonds. Dat verlof is eveneens vereist voor het bezoeken van de niet voor het publiek toegankelijke plaatsen vóór vijf uur 's morgens en na negen uur 's avonds.

Art. 60. De voorwerpen die gediend hebben tot het plegen van één van de onder artikel 63, § 1, bedoelde overtredingen, of die eruit voortkomen, kunnen in beslag worden genomen door de ambtenaar die de overtreding vaststelt.

Het in beslag nemen van deze voorwerpen moet altijd uitgesproken worden. Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, is niet toepasselijk op de inbeslagneming.

De Executieve stelt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel vast.

Art. 61. De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten in geval van inbreuk op sommige sociale wetten is toepasselijk op de in artikel 63 van deze wet bedoelde overtreders, rekening houdend met de volgende regelen :

a) voor de toepassing van de artikelen 5 en 7 van de voorvermelde wet dient te worden verstaan onder « arbeidsauditeur », de procureur des Konings;

b) de onder de artikelen 6 tot 10 van voorvermelde wet bedoelde ambtenaar wordt door de Executieve aangewezen.

Art. 62. De rechtbank beveelt :

a) het uitroeien van de in overtreding van artikel 56 na de door artikel 57 bepaalde termijn gedane aanplantingen en de in stand gehouden naaldbomen, binnen de termijn die hij bepaalt;

b) het weder in de oorspronkelijke staat brengen van de plaats, binnen de termijn die hij bepaalt, voor de draineergrachten gedolven in overtreding van artikel 58;

c) het weder in de oorspronkelijke staat brengen van de plaats, binnen de termijn die hij bepaalt, voor de met miskening van artikel 11 toegebrachte schade aan de natuurreservaten.

De rechtbank beveelt dat in geval van de niet-uitvoering het uitroeien en het in de oorspronkelijke staat brengen zullen geschieden door de diensten van het door de Executieve aangewezen bevoegde bestuur op kosten van de veroordeelde.

Art. 63. § 1. Overtredingen van de artikelen 2, 3, 5, tweede lid, en van de artikelen 6, 11, 13, 24 en 38 of van in uitvoering van die artikelen genomen besluiten, worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van honderd frank tot vijfduizend frank of met één van die straffen alleen.

§ 2. Overtredingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan die niet onder paragraaf 1 zijn bedoeld worden bestraft met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met een geldboete van tien frank tot vijftwintig frank of met één van die straffen alleen.

In geval van herhaling binnen drie jaar na een veroordeling wegens overtreding van de wet zijn de bij § 1 gestelde straffen toepasselijk.

§ 3. Het eerste boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is op de in dit artikel bedoelde overtredingen toepasselijk.

Afdeling IV. — Aanvullende bepalingen

Art. 64. Met uitzondering van de artikelen 32 tot 34 moeten alle bepalingen van deze wet als volgt worden verstaan :

1° wanneer een bepaling een beslissingsbevoegdheid aan een Minister of aan de Koning toekent, wordt die bevoegdheid door de Executieve uitgeoefend;

1° onder « koninklijk besluit » of « ministerieel besluit » moet worden verstaan een besluit van de Executieve of een akte van de persoon aan wie de Executieve delegatie verleent.

Art. 65. 1° In de artikelen 9 en 21 worden de woorden « op de voordracht van de Minister van Landbouw » geschrapt.

2° In de artikelen 15, 16 en 17 worden de woorden « de ingenieur van Waters en Bossen » vervangen door de woorden « de ambtenaar van het gewestelijke bestuur ».

3° In artikel 43 worden de woorden « de Minister van Volksgezondheid » vervangen door de woorden « de dienst van het daartoe door de Executieve aangewezen gewestelijke bestuur ».

Art. 66. 1° In de artikelen 9, 10, 21, 22 en 37 moet onder « Staat » het Waalse Gewest worden verstaan.

2° Wat betreft de staatsnatuurreservaten en de staatsbosreservaten die nog niet aan het Gewest zijn overgedragen met toepassing van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is het door deze wet bepaalde stelsel inzake staatsreservaten die aan het Gewest toebehoren eveneens toepasselijk op die reservaten vóór de overdracht ervan aan het Gewest.

Art. 2. De Waalse Kamer van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud oefent de bevoegdheid van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud uit zolang de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud niet samengesteld is.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 april 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest, voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën,
en de K.M.O'S, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,
J. MAYENCE-GOOSSENS

REGION WALLONNE

F. 85 — 652

16 NOVEMBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon portant exécution des articles 59, 60, 61 et 62 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, complétée par le décret régional wallon du 11 avril 1984, notamment les articles 59, 60, 61 et 62;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence, résultant du fait que le décret du 11 avril 1984 ne peut être publié sans ses arrêtés d'application;

Qu'en effet, la publication du décret du 11 avril 1984 ne pourrait être effectuée, sous peine de créer une grave vide juridique, sans que soient immédiatement précisés les agents chargés d'appliquer la loi et de constater les infractions, et sans indiquer les modalités d'application des articles 60 et 61 de la loi;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale;

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature et aux dispositions de ses arrêtés d'exécution, à l'exception de l'article 5, alinéa 1er, et des dispositions de ses arrêtés d'exécution, sont recherchées et constatées par :

1° les fonctionnaires et agents de l'Inspection Générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région Wallonne;

2° les membres de la gendarmerie;

3° les agents de police communale;

4° les gardes assermentés des réserves naturelles agréées, en ce qui concerne les infractions relatives aux réserves naturelles agréées pour lesquelles ils sont compétents;

5° les agents des provinces et des communes désignés individuellement par le Ministre qui à la conservation de la nature dans ses attributions, en raison de leur compétence en matière de conservation de la nature, sur la demande qui en sera faite par l'autorité dont ils relèvent.

Art. 2. § 1. Les végétaux protégés, produits de l'infraction, sont toujours saisis. Ils sont immédiatement réintroduits dans un milieu naturel adéquat. En cas d'impossibilité, ils sont remis à un institut de sciences naturelles s'ils présentent un intérêt, et à défaut ils sont détruits suivant les instructions du service de l'environnement du Ministère de la Région Wallonne.

§ 2. Les animaux, morts ou vivants, produits de l'infraction sont toujours saisis. Ils sont, si possible, immédiatement réintroduits dans un milieu naturel adéquat. Si leurs blessures, leurs maladies ou leur état général ne permettent d'envisager la réintroduction qu'à terme, ils sont, si possible, mis sous séquestre dans un centre de révalidation agréé et ensuite réintroduits dans un milieu naturel similaire. Si la réintroduction n'est pas envisageable, ils sont abattus suivant les instructions du service de l'environnement du Ministère de la Région Wallonne.

Dans tous les cas, les dépouilles d'animaux protégés sont détruites suivant les instructions du service de l'environnement, à moins qu'elles soient remises à un institut de sciences naturelles lorsqu'elles présentent un intérêt scientifique.

§ 3. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, fixe les conditions d'agrément des centres de révalidation visés au § 2. Il établit et publie la liste de ces centres, ainsi que la liste des instituts de sciences naturelles visés aux §§ 1er et 2. Il fixe par règlement, le taux des frais de séquestre et de destruction.

Art. 3. § 1. Les animaux ayant servi à commettre l'infraction qui sont saisis peuvent être remis à leur propriétaire moyennant paiement d'une somme dont le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions fixe le montant par règlement. Cette somme est déposée au greffe du tribunal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'infraction et est substituée à l'animal saisi tant pour la confiscation que pour la restitution.

§ 2. Les autres objets sont saisis conformément au droit commun.

Art. 4. § 1. Les animaux confisqués peuvent être remis à leur propriétaire moyennant paiement d'une somme fixée par règlement établi par le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions. La confiscation est réputée exécutée moyennant paiement de cette somme.

§ 2. Les autres objets sont confisqués conformément au droit commun.

Art. 5. L'amende administrative visée à l'article 61 de la loi du 12 juillet 1973 précitée est de mille à vingt mille francs.

Une copie du procès-verbal constatant l'infraction est communiquée à l'auteur de l'infraction, ainsi qu'au Directeur Général de la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région Wallonne dans le délai fixé à l'article 59, alinéa 2, de la loi précitée.